

pdfjs.express

# Sur le rapport entre les organisations politiques révolutionnaires et les organismes syndicaux dans les entreprises

Georges Kaldy

de la rédaction de Lutte Ouvrière

Dans le cadre du dialogue engagé entre les rédactions de *Tribune Socialiste* et de *Lutte Ouvrière*, le camarade J.-M. Vincent nous avait proposé de débattre des questions touchant à quelques aspects essentiels de nos activités respectives. Bien que de nombreuses et parfois très profondes divergences nous séparent, divergences qu'il ne saurait être question de surmonter par la seule voie de la discussion, nous reconnaissons volontiers avec les camarades de T.S. qu'une confrontation de nos pratiques diverses serait hautement profitable à nos deux tendances comme à l'ensemble des courants se réclamant du mouvement de Mai 68.

Et le fait même qu'une telle discussion puisse avoir lieu dans un esprit fraternel nous renforce dans la conviction que la politique que nous défendons depuis des mois visant le regroupement de tous

ceux qui en mal se sont retrouvés du même côté de la barricade, a des chances réelles d'aboutir à des résultats concrets.

Parmi les différents thèmes proposés par le camarade Vincent, un des premiers concerne, pour reprendre son expression : « Le rôle des structures ou groupes politiques dans les entreprises, les rapports organisations politiques-organisations syndicales ».

Bien évidemment, il ne saurait être question dans le cadre d'un seul article d'autre chose que d'aborder les grandes lignes de notre façon de voir dans ce domaine.

Disons au préalable, qu'à notre avis, la faiblesse fondamentale de l'ensemble du mouvement gauchiste est l'insuffisance et pour ainsi dire la quasi-inexistence d'implantation dans la classe ouvrière.

Pour de multiples raisons historiques, parmi lesquelles en premier lieu les ravages physiques et moraux du stalinisme, il existe une véritable coupure entre le mouvement ouvrier et les idées révolutionnaires. La tâche primordiale de l'heure, celle qui conditionne tout le reste, est de mettre fin à cette situation. C'est la raison pour laquelle l'essentiel de nos forces et de nos efforts doit être orienté vers les entreprises et en premier lieu vers les entreprises les plus importantes. Ce choix politique fondamental implique en matière organisationnelle la création et la multiplication de groupes révolutionnaires dans les entreprises.

Quel est le rôle et quelles sont les tâches de ces groupes ?

A notre avis, la première et la plus importante des tâches de ces groupes est d'apparaître et de s'exprimer en tant que tels, c'est-à-dire en tant que groupes politiques. Et c'est là, d'après ce que nous pouvons connaître de l'activité des militants d'entreprise du P.S.U., que réside une des plus importantes divergences entre nos façons de voir. S'il existe dans bien des entreprises des militants du P.S.U., et si parfois ils y remplissent des fonctions syndicales plus ou moins importantes, il est extrêmement rare que le P.S.U. se manifeste et s'exprime dans ces mêmes entreprises, en tant que tel, de façon régulière et significative.

Or, il n'est pas question d'implanter les idées « gauchistes » dans la classe ouvrière sans se donner les moyens de les exprimer publiquement.

Il est indispensable qu'à chaque événement, petit ou grand, se rapportant à la vie de l'entreprise ou non, les ouvriers puissent avoir l'opinion des socialistes révolutionnaires, qu'ils puissent les juger en connaissance de cause. Il est indispensable que nous prenions nos responsabilités devant l'ensemble des travailleurs et non seulement devant un cercle restreint d'ouvriers personnellement contactés ou de militants syndicaux.

Certes, cela pose de nombreux et d'épineux problèmes. La répression patronale d'abord. Si d'une manière générale il est interdit de « faire de la politique » à l'intérieur des usines — interdiction de propager, de diffuser et même de lire des tracts, des journaux politiques — cette interdiction frappe plus particulièrement les militants gauchistes.

La censure stalinienne ensuite. L'expression publique d'idées révolutionnaires déclenche immédiatement la réaction de l'appareil stalinien. Les militants du P.S.U. ont pu eux-mêmes constater que si les stalinien s'accrochent à la rigueur du militant gauchiste tant que celui-ci ne fait pas étalage de ses convictions, par contre dès qu'il propage ses idées, il ne peut s'attendre à aucune complaisance de leur part.

Si le militant gauchiste détecté comme tel milite syndicalement à la C.G.T., l'appareil cherchera à l'exclure. Déjà exclu, ou faisant partie d'un autre syndicat, il est calomnié, injurié, voire dénoncé au patron et parfois même physiquement agressé.

Aussi le groupe gauchiste aura à se battre pour pouvoir s'exprimer dans l'entreprise. Mais il est indispensable qu'il le fasse. Faire ses idées, renoncer à les exprimer publiquement, c'est finalement céder devant la pression du patronat et des appareils stalinien s, c'est contribuer à perpétuer le monopole de ces appareils sur les travailleurs.

Entendons-nous bien. Les groupes gauchistes, souvent faibles, et parfois même réduits à leur plus

simple expression hésitent souvent à se « dévoiler » de manière à ne pas compromettre trop rapidement le travail d'implantation ou un travail engagé dans le syndicat. Mais apparaître et s'exprimer politiquement dans une entreprise n'implique pas nécessairement, du moins pas dans un premier temps, que le ou les militants se découvrent personnellement. Le groupe peut s'exprimer par l'intermédiaire de feuilles volantes mises en circulation discrètement, de préférence à l'intérieur des ateliers par des militants de l'entreprise, et quand cela n'est matériellement pas possible, diffusées de l'extérieur par des militants d'autres usines... ou des étudiants.

Cependant, il est certain que, même en s'exprimant de cette manière, le militant révolutionnaire aura aggravé les conditions d'autres types d'activités, en particulier syndicales. L'apparition d'une feuille révolutionnaire éveille la méfiance de l'appareil du P.C. qui consacrera son effort à en découvrir les auteurs, obligeant les militants révolutionnaires, s'ils entendent ne pas se découvrir pour un temps, à une grande prudence.

Bien entendu, la pression des appareils, et celle du P.C. en particulier ne se manifestent pas avec la même intensité quand on milite dans la C.G.T. que lorsqu'on milite dans les deux autres syndicats réformistes. Cette pression n'en existe pas moins dans une certaine mesure partout.

Et c'est en grande partie cette difficulté de concilier l'expression politique publique et le travail syndical qui incite la plupart des groupes gauchistes ayant des militants d'entreprises à abandonner la première au profit du second.

A notre avis, c'est une position fautive. Certes, les militants du groupe gauchiste de l'entreprise ont le devoir de militer au sein d'un syndicat, et pour pouvoir le faire au mieux, mettre le maximum de chances de leur côté. Mais l'expression syndicale de nos idées est une expression mutilée. Elle le serait de toute manière, car nos idées et nos perspectives dépassent le cadre syndical en tout état de cause. Mais elle l'est à plus forte raison, du fait des limitations imposées par l'absence de démocratie au sein du plus important syndicat, la C.G.T. (et par l'audience encore plus limitée des autres).

De plus, les travailleurs syndiqués constituent moins de 20 % de l'ensemble des travailleurs. Et la grande majorité de ces syndiqués ne participent à aucune activité syndicale. Se contenter de s'adresser à la petite minorité restante, quand bien même elle est constituée par les militants ouvriers les plus actifs, c'est se condamner à la stérilité, en tout cas sur le terrain politique. Encore une fois, il est nécessaire que la large majorité des travailleurs de l'entreprise connaisse nos idées, notre programme, nos propositions.

du nouveau pour votre équipement

*duplication*

Le procédé stencil fait de nouveaux progrès avec l'apparition du duplicateur Gestetner 466, qui permet à un opérateur même novice de tirer rapidement 10, 100, 1.000, 5.000 copies impeccables. Un graveur automatique de stencils élimine le recours à la frappe.

L'offset de bureau apporte à un nombre toujours croissant d'organismes et de services, le moyen moderne, rapide et sûr, de faire face à l'accroissement des communications intérieures et extérieures.

Voulez-vous connaître en détail les nouveaux services que la duplication peut vous rendre ? Demandez à GESTETNER, sa documentation 454-71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY - tél. 482-67-85.

*Gestetner*

# Demi-victoire à l'INAG

de Jacqueline Giraud

pdfjs.express

Mener de pair une activité syndicalisée et un travail politique public a encore une autre signification. Le stalinisme a tellement pourri le mouvement ouvrier que le monolithisme d'idées au sein du syndicat est un fait accepté par bien des travailleurs pourtant non staliens eux-mêmes. Combien d'ouvriers, même sympathisant avec nos idées, ne comprennent pas pourquoi nos camarades se battent pour rester à la C.G.T. tout en critiquant la politique menée par l'appareil dirigeant de celle-ci.

Nous devons lutter pour réintroduire dans le mouvement ouvrier des mœurs saines. Les divergences, les luttes d'idées politiques ne doivent pas empêcher de faire front commun au sein d'un même syndicat contre l'exploitation patronale.

Et pour reprendre le problème soulevé par le camarade Vincent concernant les rapports syndicats-groupes politiques, précisons que nous ne sommes pas pour que le syndicat devienne le courroie de transmission d'un parti politique, comme c'est le cas actuellement entre la C.G.T. et le P.C. Mais nous ne pensons pas non plus que l'activité politique et l'activité syndicale soient deux domaines que l'on doive soigneusement séparer, de manière à ne permettre aucune interférence entre les deux.

Un militant gauchiste, même lorsqu'il a des responsabilités syndicales, reste un militant « gauchiste ». Sa façon même de concevoir son activité syndicale porte ou, en tout cas, devrait porter les marques de ses conceptions politiques.

Nous, militants « gauchistes », nous sommes prêts à accepter la discipline syndicale pour toutes les décisions démocratiquement prises, même en n'étant pas d'accord avec elles. Mais corollairement, nous devons exiger le droit de défendre publiquement nos positions et nous avons le devoir de le faire.

Admettre explicitement ou implicitement que l'engagement politique s'arrête aux portes du syndicat, c'est ou bien démissionner devant les tâches, ou faire preuve d'une certaine hypocrisie. Et à plus forte raison, il n'est pas question d'admettre qu'un militant soit gêné ou interdit d'activité syndicale en raison de son activité politique à l'extérieur du syndicat.

Pour imposer de telles pratiques, nous tous, groupes « gauchistes », ne sommes pas trop. Dans cette bataille le P.S.U. a un rôle à jouer. Mais à notre avis, il ne saurait le faire sans intervenir sous son propre nom, avec ses propres idées partout où il a des militants d'entreprise.

L'emprise de l'influence réformiste et surtout stalinienne sur le prolétariat ne sera vaincue que si les groupes « gauchistes », tous les groupes gauchistes, se donnent les moyens de se faire entendre, en tant que tels, devant l'ensemble des travailleurs. □

Depuis le 1<sup>er</sup> Mai, les techniciens contractuels de l'IN.A.G. (Institut National d'Astronomie et de Géophysique) sont en grève. Les chercheurs leur ont apporté leur soutien et, dans la semaine du 9 au 15 juin, la quasi-totalité des laboratoires dépendant de l'Institut était paralysée par la grève : Observatoire de Paris, Observatoire de Meudon, Observatoire de Nice, Institut d'Astrophysique de Paris, Groupe de Recherches Ionosphériques, Laboratoires de Verrières, Laboratoire d'Astronomie spatiale de Marseille et station radio-astronomique de Nançay. Au total, quelque 800 chercheurs et 1.500 techniciens. Une grève dure qui a atteint son apogée le vendredi 13 mai en une grande manifestation devant l'Observatoire de Paris où siégeait le conseil d'administration de l'IN.A.G. Le directeur, M. Denisse, a dû interrompre la réunion et accepter de recevoir le comité de grève avec lequel il a discuté jusqu'à 3 heures du matin. Les grévistes se sont heurtés à une résistance aussi forte que leur propre détermination. Parce que, à travers leur cas personnel, c'est un aspect important de la politique scientifique du gouvernement qu'ils mettaient en cause.

## Les méfaits de la non-planification

Leur cas personnel : ils sont contractuels. C'est-à-dire qu'ils sont engagés dans le cadre d'un contrat global couvrant une opération de recherche limitée dans le temps... et d'une durée souvent imprécise. Ils sont donc susceptibles d'être licenciés chaque année, sans préavis, sans indemnités et sans que leur soit même reconnue une quelconque qualification professionnelle qui favorise leur reclassement.

A l'IN.A.G., ils sont 350 techniciens à vivre dans cette situation précaire. Mais, par leur grève, ils posent le problème de tous les « contractuels » de même type exploités par la recherche scientifique.

De plus en plus, en effet, la recherche cesse d'obéir à une planification concertée. De plus en plus elle procède par « grandes opérations » brusquement décidées à des fins politiques ou pour satisfaire les industriels. C'est notamment le cas de la recherche spatiale, mise en œuvre par le C.N.E.S. (Centre National d'Études Spatiales) pour le compte duquel travaillent les laboratoires de l'IN.A.G. Pour mener à bien ces opérations à court terme, il faut engager du personnel. Mais il faut aussi pouvoir s'en débarrasser sans frais quand l'opération est terminée, ou quand elle est interrompue parce que la politique a changé.

## La recherche spatiale en péril

C'est la raison d'être de ces techniciens engagés sous contrat dit « de ressources affectées ». La précarité de leur sort, les « contractuels » de l'IN.A.G. sont les mieux placés pour la percevoir, parce qu'ils sont directement menacés par l'effondrement progressif de la recherche spatiale française. En février dernier, le gouvernement décidait d'interrompre les travaux préparant le satellite scientifique franco-soviétique Roseau. L'an prochain, le C.N.E.S. peut espérer au mieux conserver le même budget que cette année. Ce qui signifie, inévitablement, des programmes supprimés, du personnel licencié.

Face à cette menace, les « contractuels » de l'IN.A.G. ne demandent pas d'être « fonctionnarisés ». Ils demandent d'abord que leur soit reconnu une qualification qui facilite leur reclassement ultérieur. En même temps, ils demandent une réglementation de leurs salaires calculée sur la grille des salaires du C.N.R.S., afin que celui-ci ne soit plus, comme c'est le cas actuellement, le seul « fait du prince » ce qui aboutit à des disparités de 1 à 10. Ils demandent enfin un préavis de 3 mois et une indemnité égale à 1 mois de salaire par année de présence. Par-delà ces revendications immédiates, les grévistes demandaient également que soient créés des postes qui permettent d'intégrer progressivement « sous statut » ceux d'entre eux qui, en fait, exercent dans un laboratoire une fonction permanente qui n'est plus liée à telle ou telle opération.

## Fin de non-recevoir

Ces revendications ne sont pas nouvelles. L'an dernier déjà une commission de travail englobant des représentants élus du personnel avait établi un premier projet de règlement de l'emploi des techniciens sur convention C.N.E.S. Un premier conflit éclate en novembre 68, parce que l'administration de l'IN.A.G. juge ce projet irrecevable. Finalement, le directeur de l'IN.A.G., M. Denisse, s'engage à discuter ce projet et propose, en attendant, de ne reconduire les contrats que jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1969, après quoi, il promet « un changement ». Mais le 7 mai dernier, il avise les techniciens concernés que leurs contrats seront reconduits jusqu'à la fin de l'année, et qu'aucune modification n'est concevable. Devant ce désaveu de ses propres engagements et son refus de discuter, les contractuels soutenus par les chercheurs envoient un ultimatum à M. Denisse. Le 19 mai, la

grève est déclenchée. A l'issue de leur dure discussion du 13 juin, les grévistes n'ont pas obtenu un nouveau règlement de leur emploi. Le système des contrats demeure. Ils ont tout de même arraché trois avantages qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre : leur qualification figurera sur le contrat, et une lettre jointe (sans valeur officielle) indiquera leur position dans la grille des salaires du C.N.R.S. ; ils auront un préavis de trois mois, mais pas d'indemnité ; enfin une commission paritaire contrôlera les conditions de recrutement et règlera les litiges. Aucun poste n'est créé pour intégrer ces techniciens, mais le ministre de la Recherche doit recevoir les contractuels entre le 5 et le 15 juillet pour discuter de ce problème. C'est sur cette demi-victoire que le lundi 16 les contractuels ont arrêté la grève.

## L'insécurité érigée en principe

Le gouvernement n'a pas cédé sur l'essentiel : la suppression du système des contrats. Pour sa défense, il objecte la mobilité nécessaire au dynamisme de la recherche, et même il vante les vertus stimulantes de l'insécurité de l'emploi. A quoi chercheurs et techniciens rétorquent que le dynamisme ne saurait être fondé sur le chantage au chômage, et que la mobilité ne doit pas être fonction de l'arbitraire politique ou de l'intérêt momentané de telle industrie. La mobilité, dont ils reconnaissent la nécessité, doit être organisée dans un cadre permanent, par les travailleurs de la recherche eux-mêmes. C'est la seule structure qui permette de concilier la mobilité et le reclassement indispensable à la recherche, avec une garantie d'emploi.

## Refus du contrôle des travailleurs

Ce problème, c'est la première fois qu'il est nettement posé. Et c'est ce qui explique que, si résolus soient-ils, les grévistes de l'IN.A.G. n'aient pu obtenir la suppression du système des contrats et son remplacement par un nouveau règlement de l'emploi.

Qu'ils s'obstinent dans leur grève, le directeur du C.N.E.S. s'en moque : « Si la grève continue, dit-il, nous confierons à Matra l'entière réalisation du satellite D2 » (retardée par la grève). Le choix gouvernemental est clair : plutôt que d'accepter le contrôle des travailleurs de la recherche sur leurs conditions de travail, le gouvernement préfère confier la recherche à l'industrie privée. □